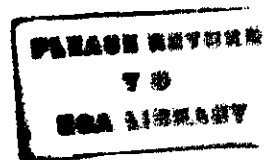




ECA/SRDC-CA/MR/98/04

32235

**COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**  
-----  
**CENTRE DE DEVELOPPEMENT SOUS-REGIONAL**  
**POUR**  
**L'AFRIQUE CENTRALE**



**RAPPORT DE MISSION :**  
**PARTICIPATION AU PREMIER ATELIER NATIONAL**  
**SUR LE COMMERCE .**  
**LIBREVILLE, GABON 1 - 3 MARS 1998**

Par Gabriel Nahimana

CASRDC/99/024

## **I. INTRODUCTION.**

Son Excellence M. Martin Fidèle MAGNAGA, Ministre Gabonais du Commerce, de l'industrie, des petites et moyennes Entreprises, des petites et moyennes industries et de l'Artisanat a invité le Secrétaire Exécutif de la CEA à participer au premier Atelier national sur le commerce que le Gouvernement Gabonais a organisé du 1<sup>er</sup> au 3 mars 1998. C'est en réponse à cette invitation que j'ai été désigné par le Directeur du Centre de Développement sous- Régional pour l'Afrique Centrale (CDSR-AC) pour représenter la CEA, faire une communication sur le Commerce informel et participer aux débats.

La séance d'ouverture à laquelle je n'ai pas pu assister a été rehaussée par la présence du Premier Ministre de la République Gabonaise le 1<sup>er</sup> mars à 10 heures. Comme mon vol est arrivé à Libreville à 13 heures, j'ai raté la séance d'ouverture de même que les exposés de la matinée. La communication que je devais faire qui était programmée pour la première session plénière de la matinée avait été reportée en fin d'après- midi.

## **II. OBJECTIF DU SEMINAIRE ET ORGANISATION DES TRAVAUX.**

### **a. Objectif**

L'objectif du séminaire était d'amener les opérateurs économiques à réfléchir ensemble sur les voies et les moyens pour la mise en place d'un environnement commercial propice au développement du Gabon. Le séminaire devait examiner le cadre commercial gabonais et faire des propositions pour la refonte des structures institutionnelles pour qu'elles soient plus cohérentes à la situation économique aussi bien interne qu'internationale du moment.

### **b. Organisation des travaux**

Dans la conduite des travaux, l'atelier commençait à 8 heures 30 et se terminait à 19 heures. Les débats étaient faits en session plénière pour les journées du premier Jour (ouverture et exposés magistraux) et la soirée du 3 mars (Exposés des conclusions et recommandations et clôture). Le 2 mars était consacré aux discussions en commission suivant les thèmes retenus par les organisateurs.

Six thèmes ont été développés en session plénière :

- ◆ Le statut de chaque opérateur dans la chaîne commerciale,
- ◆ Le commerce informel,
- ◆ Le cadre institutionnel et la mise en place d'un cadre juridique cohérent et actualisé,
- ◆ Le niveau des prix, le contrôle des prix et la concurrence,
- ◆ La place du ministère du commerce dans la promotion des commerçants, et
- ◆ La promotion des produits de l'industrie par le commerce.

En dehors ma communication, portant sur : « Les incidences économiques du commerce informel frontalier », que j'ai faite le 1<sup>er</sup> mars, j'ai assisté à deux exposés en session plénière, à savoir :

- (a) Le niveau des prix, le contrôle des prix et la concurrence et,
- (b) La place du ministère du commerce dans la promotion des commerçants.

J'ai activement pris part aux travaux de la commission 2 consacrée au secteur informel.

### **III. EXPOSES EN SESSION PLENIERE**

Dans les discussions en plénière, les séminaristes ont identifié et soumis à l'examen des groupes de travail en commission, quatre catégories de questions :

- ◆ Evaluer les activités de commerce dans l'économie gabonaise, le poids des nationaux et les secteurs détenus par ces derniers et leur impact dans l'économie globale tant sur le plan économique, social que culturel ;
- ◆ Identifier les contraintes à la promotion du commerçant gabonais;
- ◆ Esquisser les solutions possibles de promotion commerciale, et
- ◆ Elaborer un programme d'action intégré et dynamique sous l'impulsion du Ministère du commerce centré sur la promotion du commerçant gabonais.

La session plénière de clôture a examiné les recommandations des commissions. Elle a reconnu que beaucoup de problèmes avaient pour origine une mauvaise organisation des structures de production et la méconnaissance des marchés d'approvisionnement. Cette situation fait

que le Gabon est considéré comme l'un des pays les plus chers du monde. Parmi les recommandations qui ont été formulées aussi bien à l'intention des commerçants que du gouvernement gabonais on peut citer notamment :

- ◆ L'ouverture du marché financier gabonais aux opérateurs économiques gabonais désireux de travailler dans le secteur commercial ;
- ◆ La dynamisation de l'action en faveur des PME/PMI par le renforcement des structures spécialisées dans l'assistance et le financement des entreprises à créer et ou à restructurer ;
- ◆ Diversification des sources ou des modes d'approvisionnement ;
- ◆ Réhabilitation des entreprises et maîtrise des coûts des facteurs de production ;
- ◆ Amélioration de la capacité d'intervention de la douane et du rythme des contrôles ;
- ◆ Renforcement des échanges inter- industrielles au plan national, sous-régional et régional, et
- ◆ Transparence sur la politique de libéralisation et le contrôle des prix.

a. **Communication sur les incidences économiques du commerce informel frontalier**

Dans ma communication sur les incidences économiques du commerce informel frontalier, j'ai attiré l'attention des séminaristes que l'analyse contenue dans le document était un condensé des informations générales soutenues par des concepts théoriques qui devraient être vérifiés sur la base des réalités particulières propre au Gabon.

J'ai rappelé que dans l'ensemble UDEAC/CEMAC, les échanges commerciaux intra-communautaires ne se développaient pas suivant le schéma prévu par les Accords de coopération sous régionaux. Alors que les produits en provenance de la sous-région étaient censés circuler librement on s'est rendu compte qu'ils étaient parfois taxés ou connaissaient des entraves aux frontières.

Cette situation a favorisé l'émergence d'un secteur qui se nourrit de commerce informel frontalier non enregistré dont les effets se font sentir sur les structures économiques de la sous région et ont un certain nombre d'incidences économiques sur les pays membres. Les

questions venant immédiatement à l'esprit sont les suivantes : Quels sont les motifs fondateurs de ce commerce ? , Pourquoi un tel commerce existe-t-il ? Quelles peuvent être les incidences de cette activité sur la marche normale de l'économie ?

Sur le plan commercial, le secteur informel est chargé de beaucoup de défauts se traduisant par le commerce de contrebande et de fraude qui favorise le développement des traditions et attitudes négatives et biaisées à l'encontre des hommes d'affaires et entrepreneurs désireux de promouvoir l'intégration économique sous régionale.

Dans mon exposé, j'ai invité les participants à adopter une vision commune du fait informel. La définition qui consiste à définir le secteur informel comme « l'ensemble de petites activités génératrices de revenus qui ne sont pas enregistrées selon la loi, ne respectent pas les normes légales de qualité, salaire minimum et sécurité et qui souvent ne paient pas d'impôts. (BIT) » est celle qui a été retenue.

#### **b. Débats en plénière sur le Commerce informel**

Dans les discussions en plénière, les séminaristes ont unanimement reconnu que le commerce informel constituait un sujet de préoccupation pour le Gabon. Initialement, le volume et la valeur de ces échanges n'étant pas très importants, les autorités n'avaient pas ressenti donc la nécessité d'exercer un contrôle strict, notamment dans la mesure où il n'était pas facile d'assurer efficacement la surveillance des frontières.

#### **IV. Débats en commission sur le Commerce informel**

Dans la commission 2 consacrée au commerce informel les séminaristes ont passé en revue la façon dont les activités commerciales informelles dans les zones frontalières se sont développées. Pour les participants à la commission l'informel frontalier n'est autre chose qu'une réponse à la mauvaise organisation du marché. Le champ de ce commerce qui auparavant portait sur des produits manufacturés importés pour la consommation dans les zones frontières s'est élargi et couvre les zones urbaines.

Plusieurs facteurs parmi lesquels la contrebande, les procédures administratives, les barrières tarifaires et douanières, la différence de

prix, l'affiliation ethnique, et les pénuries de produits sur le marché ont été recensés comme étant responsables du commerce frontalier informel.

i) **La contrebande**

Dans le commerce informel, les participants au séminaire ont tous été d'avis que la contrebande devait être classée comme l'origine première de transaction informelle illégale. Le fait que les zones frontalières entre deux pays voisins sont souvent habitées par des personnes de la même origine ethnique et quelquefois de la même famille, facilite énormément la contrebande.

Ces pratiques s'opèrent par le jeu de falsification de documents. Celle-ci est largement pratiquée et implique la présentation de fausses informations relatives à la quantité, à la valeur, au type et à la qualité des produits exportés ou importés par les voies officielles. La véritable nature des produits est dissimulée.

Ces types d'échanges frauduleux, notamment lorsqu'ils sont effectués à grande échelle, ne peuvent se faire qu'avec la connivence des douaniers. Ils peuvent porter sur de très grandes valeurs et entraîner des pertes considérables de recettes pour le gouvernement. Ils sont soutenus par la falsification de documents commerciaux officiels telles que les factures, les déclarations en douane, les connaissements et les documents d'assurance.

Le séminaire a aussi souligné qu'une fausse documentation est souvent utilisée dans la contrebande de biens de consommation coûteux tels que les téléviseurs, les radios et autres matériels électroniques, les pièces détachées et autres qui sont payés en devises et vendus de l'autre côté de la frontière en monnaie locale.

ii) **Procédures administratives**

Au Gabon les procédures d'obtention des autorisations d'exercer le métier de commerçant sont accordées après approbation du Ministère des finances. La licence doit être obtenue à Libreville située parfois à de nombreux kilomètres de la zone où s'effectuent les transactions. Les démarches pour l'obtention de cette autorisation sont souvent ennuyeuses et coûteuses. Même si le commerçant veut respecter la loi, ces difficultés l'incitent à s'adonner à la contrebande.

### iii) Les tarifs douaniers.

Les séminaristes ont invoqué le niveau élevé des tarifs et droits de douane. C'est pour cela que certains commerçants n'hésitent pas à recourir à la contrebande pour éviter de payer ces droits. Le risque de se faire prendre est compensé par le gain anticipé en cas de réussite de l'opération. En outre, certains consommateurs sont disposés à payer des prix très élevés pour une catégorie de produits de luxe et encouragent par conséquent les contrebandiers à frauder sur les produits en question.

### iv) Différence de prix

Les différences en matière de politiques de fixation de prix et de politiques fiscales entraînent quelquefois des deux côtés de la frontière de grands écarts de prix pour des produits similaires. Cela entraîne automatiquement un mouvement de marchandises d'un pays vers l'autre. Les différences de prix sont également associées au coût élevé des transports pour faire venir le produit dans la zone frontalière ainsi qu'aux restrictions commerciales. La différence de prix dans ces cas est liée à l'élasticité de la demande du produit plutôt qu'à son coût intrinsèque.

Dans certains cas, la mauvaise qualité des biens fabriqués localement crée une demande pour le même produit importé

### v) Affiliation ethnique

La proximité de marchés dans de nombreuses zones frontalières de pays africains constitue un encouragement non seulement pour les commerçants mais aussi pour les particuliers pour qui il est facile d'aller acheter de l'autre côté de la frontière. Il est difficile de déterminer le volume de ce commerce et encore moins de le contrôler. Ce commerce est habituellement renforcé par l'affiliation ethnique des populations vivant dans les zones frontalières qui, dans leurs contacts sociaux, et culturels normaux, ont les mêmes habitudes de consommation, ce qui donne lieu à des relations commerciales entre elles.

### vi) Pénuries de produits sur le marché

Les pénuries de produits indispensables constituent un important facteur dans le passage illégal des produits par les frontières. Les pénuries sont dues soit à la contrebande des produits vers les pays voisins soit au faible niveau de productivité dans un pays donné.

Bien que l'incidence du commerce informel sur l'économie gabonaise ne puisse être quantifiée en raison de l'absence de données sur son volume les séminaristes se sont déclarés convaincus, grâce aux estimations, que leur économie était touchée surtout au niveau des recettes publiques. Ceci en raison notamment du fait que les taxes à l'importation et à l'exportation ne sont pas acquittées sur les produits passés en contrebande. La perte de recettes constitue par conséquent un problème sérieux ayant de graves répercussions sur la gestion de l'économie gabonaise.

## **V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.**

Après les discussions la commission sur le commerce informel a retenu que, le secteur informel pouvait être classé en trois catégories : (a) L'informel utile qui remplit une fonction économique importante, (b) l'informel irréductible qui est une réponse à des facteurs endogènes structurels de l'économie du Gabon et (c) l'informel illégal qu'il faut combattre par des armes légales.

La commission sur l'informel a reconnu que dans certains cas le gouvernement était en partie responsable de l'existence et de la persistance du commerce illégal. L'éradication du commerce frontalier informel illégal passe par la mise en place des structures de production permettant de satisfaire les besoins essentiels de la population.

La perte de recettes, la fuite de devises et les distorsions économiques qu'entraîne la contrebande sont des problèmes liés à la mauvaise organisation de la production et des marchés d'approvisionnement. Les principales questions à régler sont donc les suivantes : approvisionnement adéquat, en biens de consommation générale et en produits essentiels, investissements appropriés dans les secteurs de production, suppression des énormes différences de prix, réformes des politiques fiscales inefficaces et des procédures commerciales et douanières, adoption d'une politique d'importation et de fixation des prix réalistes.



A la lumière des conclusions ci-dessus, les recommandations suivantes ont été retenues :

- ◆ Afin de freiner le commerce frontalier illégal, les gouvernements devraient promouvoir les investissements et encourager l'accroissement de la production de produits essentiels afin de satisfaire la demande interne ;
- ◆ Le réseau de transport et les infrastructures de stockage devraient être améliorés afin de faciliter la gestion interne de la production ;
- ◆ Des mesures devraient être prises afin de niveler les énormes différences de prix avec les pays voisins dans la fixation des prix des produits essentiels et des biens de consommation ;
- ◆ Il faudrait procéder à une décentralisation permettant de délivrer les licences commerciales dans les zones frontalières et encourager les commerçants à utiliser les voies commerciales officielles ;
- ◆ Il faudrait également revoir régulièrement les taux de change officiels par rapport aux monnaies des pays voisins et instituer un système de règlement des transactions commerciales dans ces monnaies ;
- ◆ L'administration douanière devrait être améliorée grâce à des mesures d'incitation qui encourageraient les douaniers à s'acquitter efficacement et consciencieusement de leurs fonctions ;
- ◆ Recensement exhaustif des petits métiers comme source première du commerce informel ;
- ◆ Regroupement en coopératives ou en SARL de certains petits métiers ;
- ◆ Création d'une chambre de métiers pour réguler efficacement ce secteur ;
- ◆ Harmonisation des contrôles entre les administrations appelées à effectuer les contrôles sur le terrain (commerce, Finances et Municipalités...) et
- ◆ Mise en chantier avec le concours de la CEA d'une étude pour déterminer la part de l'informel dans l'économie gabonaise afin de pouvoir le maîtriser.

La participation du CDSR-AC a été fort appréciée par les séminaristes et par les autorités gabonaises. Le Ministre m'a fait

comprendre qu'il formulerait une requête au Secrétariat de la CEA pour le démarrage de l'étude.